

Distr.
LIMITEE

TD/B/CN.2/L.1/Add.1
21 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Commission permanente de l'atténuation
de la pauvreté
Première session
Genève, 18 janvier 1993
Point 6 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'ATTENUATION
DE LA PAUVRETE SUR SA PREMIERE SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,
du 18 au 22 janvier 1993

Rapporteur : M. R. Konrath (Etats-Unis d'Amérique)

Additif

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphe</u>
I.	Elaboration du programme de travail de la Commission permanente (point 3 de l'ordre du jour) (<u>suite</u>)	60-97

Chapitre I

ELABORATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION PERMANENTE

(Point 3 de l'ordre du jour)

(suite)

60. Le représentant du Nigéria a dit que l'atténuation de la pauvreté faisait partie de la stratégie globale de développement national de son pays.

L'explosion démographique était un des principaux obstacles à l'élimination de la pauvreté et il n'y avait d'autre issue que d'appliquer une politique démographique en faisant appel à l'éducation pour tous. A cet effet, un programme d'alphabétisation massive avait été lancé en 1975 et un plan de soins de santé primaires était envisagé.

61. Pour mettre les services sociaux mieux à la portée de la population, les pouvoirs publics avaient commencé à décentraliser les activités économiques, sociales et politiques du niveau fédéral à celui des Etats et au niveau local.

62. Les programmes destinés expressément aux secteurs pauvres comportaient notamment des mesures visant à réaliser un développement rural intégré, des programmes de formation en vue d'emplois indépendants dans l'agriculture et la petite industrie, l'irrigation, une politique foncière afin de veiller à ce que les petits agriculteurs ne soient pas dépossédés, et des transports en commun subventionnés. D'autres mesures comprenaient l'octroi de subventions pour l'achat d'intrants agricoles et une série de dispositions propres à améliorer la situation des femmes rurales par l'éducation et l'accès au crédit subventionné.

63. Dans l'application des programmes, les ONG internationales avaient joué un rôle important et devraient être encouragées à participer aux travaux de la Commission. L'obstacle majeur était celui des ressources, et un environnement extérieur favorable (par une amélioration des termes de l'échange et de l'accès aux marchés) ainsi qu'une assistance financière et technique suffisante étaient décisifs.

64. La Commission devrait chercher à discerner les causes essentielles de la pauvreté et à imaginer des politiques dynamiques appropriées. Parmi les questions à examiner devrait figurer la relation entre l'atténuation de la pauvreté et le développement durable.

65. Le représentant de la Tunisie a dit que son pays, depuis l'indépendance, appliquait, dans tous les efforts de développement, une stratégie donnant la priorité absolue à la population. La Tunisie consacrait 20 % de son PIB aux secteurs sociaux afin d'encourager l'autosuffisance. La pauvreté étant incompatible avec la dignité humaine, la Tunisie avait adopté des politiques propres à promouvoir les droits civils et politiques au titre de la lutte contre la pauvreté. Depuis 1987, elle modernisait et restructurait l'économie, mais elle avait pris des mesures spéciales pour s'assurer que les programmes sociaux n'en pâtiraient pas. En outre, elle s'était efforcée d'améliorer ses résultats économiques et de maîtriser l'inflation en réduisant le déficit extérieur, en assainissant la balance des paiements et en conservant des réserves solides. Il y avait eu une libéralisation générale des prix.

66. La Tunisie encourageait des programmes spécialement destinés aux groupes sociaux vulnérables, dont les jeunes, les veuves, les enfants et les chômeurs. Les mesures prises comprenaient en particulier un accès à l'éducation et d'autres programmes spéciaux expressément conçus à l'intention des familles nécessiteuses.

67. Malgré tous ces efforts, l'atténuation de la pauvreté se heurtait encore à de graves obstacles. Il fallait poursuivre les travaux pour évaluer l'efficacité des programmes d'atténuation de la pauvreté, notamment le financement des programmes, ainsi que pour étudier la pauvreté dans les régions rurales et le problème des femmes et de la pauvreté.

68. Enfin, les domaines dans lesquels la Commission permanente pouvait apporter sa contribution comprenaient les suivants : nouveaux systèmes de financement de programmes productifs pour les familles pauvres capables de travailler; pauvreté et environnement; octroi de revenus ruraux pour restreindre l'exode des campagnes vers les villes; fourniture de logements; diffusion d'informations pour faciliter le suivi et l'évaluation des programmes au niveau national. Il serait bon d'avoir le concours d'experts qui avaient obtenu de bons résultats dans leur propre pays avec des programmes analogues. Des organismes internationaux pouvaient aussi apporter une aide. Le représentant a conclu en préconisant une stratégie internationale pour lutter contre la pauvreté et fortifier les groupes vulnérables.

69. Le représentant de l'Australie a dit qu'un échange de données sur l'expérience des pays devrait avoir pour but d'ouvrir le débat non seulement sur les modèles qui avaient fait leurs preuves, mais aussi sur ceux dont

page 4

les défauts étaient avérés. Pour sa part, l'Australie avait eu pour principe d'ouvrir un dialogue d'orientation avec les pays bénéficiaires, ce qui lui avait permis d'incorporer des facteurs d'atténuation de la pauvreté dans des programmes plus vastes d'aide au développement. Son programme de coopération pour le développement avait pour but de promouvoir le progrès économique et social durable des populations des pays en développement et l'atténuation de la pauvreté était inséparable de ce but. Le programme australien d'aide favorisait l'atténuation de la pauvreté par trois moyens : premièrement, par des mesures destinées à favoriser la croissance économique par le biais d'activités dans des domaines tels que l'infrastructure, l'industrie extractive, l'agriculture, la politique macro-économique, le renforcement des institutions et l'enseignement supérieur; deuxièmement, en visant directement les secteurs pauvres et en se concentrant sur des activités dans des domaines tels que les soins de santé primaires et le développement communautaire; troisièmement, par des secours humanitaires immédiats, y compris une aide d'urgence et un soutien aux réfugiés et personnes déplacées.

70. La croissance économique était, à long terme, une condition indispensable à une réduction durable de la pauvreté, mais le développement d'ensemble laissait souvent de côté les secteurs pauvres, qui avaient donc besoin d'assistance. Les pauvres étaient en mesure de contribuer, eux aussi, à la croissance économique et l'aide qui leur était directement destinée pouvait servir à accroître leur potentiel productif et à augmenter leur pouvoir d'achat, par exemple par la création de revenus et d'emplois, le développement de micro-entreprises et l'octroi de petits crédits. La manière dont l'Australie s'efforçait d'atténuer la pauvreté était adaptée au cas de chaque pays.

71. Quant aux travaux de la Commission, il ne fallait pas oublier que d'autres organismes des Nations Unies avaient une vaste expérience de l'atténuation de la pauvreté. C'était là un des principaux objectifs des activités de l'UNICEF, du PNUD et du PAM, et la CNUCED devrait inscrire ses propres efforts dans cette démarche plus large. La CNUCED avait un rôle spécial à jouer en analysant le rapport entre la pauvreté et les problèmes qui avaient trait au commerce, et elle devrait engager de vastes consultations avec d'autres organismes des Nations Unies et présenter un rapport à ce sujet lors de sessions futures de la Commission permanente.

72. Le représentant de Sri Lanka a dit que le programme Janasaviya de son pays était à la fois un instrument général en faveur des pauvres et un programme national essentiel d'atténuation de la pauvreté. Mis en oeuvre en 1989, il bénéficiait du ferme appui des plus hautes autorités politiques. Le programme avait pour but de libérer l'énergie créatrice des secteurs pauvres, qui se trouvaient au coeur du processus de développement. Une structure d'appui, comprenant une bureaucratie décentralisée, des services de vulgarisation et des banques, facilitait et soutenait leurs efforts. Le Département du Commissaire du Janasaviya et le Fonds d'affectation spéciale du Janasaviya étaient les grandes institutions clés qui contribuaient à organiser la structure d'appui et à coordonner les opérations.

73. Le Janasaviya était un instrument évolutif. Il reposait sur les principes fondamentaux suivants : il fallait faire confiance aux pauvres; les pauvres agiraient si on les aidait; les pauvres devaient s'organiser séparément; il fallait favoriser l'apprentissage par la pratique dans tout le pays, et toujours faire ce qui était juste et bon.

74. Une fois reconnue comme telle par ses "pairs", chaque famille pauvre recevait deux formes interdépendantes d'aide directe : produits alimentaires et autres marchandises, et accès au crédit bancaire pour une période allant jusqu'à 24 mois. La famille devait s'employer à améliorer sa situation pour pouvoir obtenir une aide financière. Jusqu'alors, 346 543 familles très pauvres avaient bénéficié du programme.

75. Il y avait toutefois des conflits d'interprétation et de méthodes entre l'ancien modèle favorable à l'idée d'agir "d'en haut", politisé à outrance et dominé par la bureaucratie, d'une part, et le nouveau modèle axé prioritairement sur les pauvres, d'autre part. En outre, la structure d'appui s'était difficilement réadaptée aux politiques nouvelles en faveur des pauvres. Enfin, la mobilisation sociale était un défi majeur; elle devait s'effectuer sur le terrain, comporter la participation de tous et être stratégiquement ciblée sur les problèmes essentiels des pauvres.

76. En ce qui concernait le programme de travail de la Commission permanente, Sri Lanka était prêt à échanger des données d'expérience avec les personnes et groupes intéressés. Elle avait déjà engagé une action de coopération technique entre pays en développement.

page 6

77. Le représentant de Cuba a dit que, depuis 1959, Cuba accordait la priorité absolue à l'atténuation de la pauvreté. Les stratégies cubaines en la matière continuaient à évoluer, en particulier dans les domaines de l'éducation, du logement, des services médicaux, etc.

78. Dans le secteur de l'enseignement, des brigades de bénévoles avaient mené une campagne efficace d'éducation des adultes. On avait constaté que l'alphabétisation récemment acquise se dégradait au bout d'un certain temps, mais il était possible d'y remédier au moyen du programme complet de l'enseignement primaire. L'éducation à Cuba était gratuite jusqu'à l'université et les travailleurs bénéficiaient d'avantages pour continuer des études universitaires.

79. Dans le secteur du logement, Cuba avait hérité en 1959 des bidonvilles autour des grandes agglomérations. La construction d'appartements avait rapidement progressé, mais ne s'était pas révélée le remède à tous les problèmes de logement. Les bénéficiaires eux-mêmes s'étaient alors organisés et, travaillant avec des experts des divers métiers du bâtiment, avaient construit leurs propres logements. Les problèmes de logement n'étaient pas entièrement résolus, mais les bidonvilles avaient disparu.

80. La lutte contre l'analphabetisme avait permis l'apparition d'une nouvelle génération d'inventeurs, qui étaient responsables de l'entretien des usines et autres installations. Il y avait eu un progrès général de la science et surtout de la biotechnologie. La couverture de services médicaux était complète et le traitement du cancer avait tout spécialement progressé, ce dont les femmes avaient particulièrement profité.

81. Le représentant du Mexique a dit que les organisations internationales pouvaient jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Cela était particulièrement vrai pour la diffusion de l'information nécessaire, ainsi que pour l'aide à apporter et les orientations à conseiller dans les domaines devant être traités à un niveau régional. Des économies d'échelle (dans le traitement des questions relatives à l'atténuation de la pauvreté) pouvaient être réalisées aux niveaux régional et national. Avec la fin de la guerre froide, l'opposition entre l'Est et l'Ouest avait été remplacée par l'opposition entre pauvres et riches. Toutefois, la pauvreté était plus préoccupante que l'opposition idéologique, car elle concernait la vie quotidienne des gens.

82. Le Mexique souhaitait s'instruire de l'expérience d'autres pays dans un certain nombre de domaines, notamment la création d'emplois : au Mexique, un million de jeunes arrivaient chaque année sur le marché du travail (outre ceux qui y étaient déjà et dont beaucoup étaient chômeurs). Se posaient également des problèmes liés à l'exode rural, et le Mexique souhaitait donc échanger des informations sur des programmes visant à maintenir des emplois lucratifs dans les zones rurales, non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans d'autres secteurs d'activité. Le Mexique s'intéressait ainsi à des programmes de diversification dans les zones rurales pouvant contribuer à éliminer les disparités entre le mode de vie rural et le mode de vie urbain. Il était bien entendu disposé à partager sa propre expérience avec les pays intéressés.

83. Le représentant de la Colombie a dit que ce qui était avant tout nécessaire dans le domaine de l'atténuation de la pauvreté, c'était un échange de données d'expérience. Dans son pays, les programmes d'atténuation de la pauvreté avaient rencontré un succès notable, et des améliorations sensibles avaient été enregistrées en matière de répartition du revenu. Des problèmes persistaient toutefois, tant dans les zones rurales que dans les grandes villes, et une action gouvernementale déterminée était donc nécessaire pour réduire la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, des programmes efficaces devaient être mis en oeuvre, dont des programmes d'éducation ainsi que des programmes de soins de santé primaires pour tous. Le Gouvernement colombien exécutait des programmes d'aide aux petites entreprises financés par la Banque interaméricaine de développement, et des efforts étaient déployés pour améliorer l'accès au crédit des petites entreprises et d'une manière générale accroître leur compétitivité. Enfin, la Colombie était disposée à partager son expérience avec les pays intéressés, et le représentant a demandé en particulier que les échanges portent sur les moyens d'identifier les pauvres et de leur fournir une protection sociale.

84. La représentante de l'Argentine a dit qu'il était urgent de trouver des solutions au problème de la pauvreté, qui s'était indéniablement aggravé au cours de la dernière décennie. Un échange d'expériences nationales sur l'atténuation de la pauvreté revêtait donc une importance fondamentale.

page 8

85. L'Argentine avait récemment lancé un nouveau plan social d'ensemble en faveur des pauvres, qui avait pour objectif de favoriser un épanouissement humain véritable pour une meilleure qualité de vie dans le cadre d'une démocratie de caractère participatif. Cela pouvait être obtenu par une utilisation optimale des ressources publiques dans le but de mettre en place une politique sociale moderne, efficace et décentralisée. La première caractéristique du plan était la décentralisation des décisions et de l'exécution, ce qui impliquait aussi la participation de secteurs non gouvernementaux et d'organismes connaissant bien les problèmes en cause. Le deuxième aspect concernait la surveillance et la vérification comptable, afin de garantir une utilisation efficace des ressources et la transparence administrative. Troisièmement, les activités seraient coordonnées par un Bureau social fédéral, récemment créé. Pour ce qui était de certaines mesures spécifiques envisagées dans le plan, un groupe de mesures visait expressément les groupes vulnérables, avec notamment des programmes en faveur des retraités concernant l'alimentation, le logement et les soins médicaux, des programmes de prévention en faveur des enfants en situation précaire et le développement de l'emploi productif en faveur des personnes handicapées. Une deuxième catégorie de mesures visait à créer des possibilités d'emploi grâce au développement de centres de production, de petites exploitations agricoles et de petites entreprises. D'autres mesures concernaient un meilleur accès à l'éducation et la mise en valeur des ressources humaines par un accroissement du nombre de bourses et l'amélioration des moyens éducatifs. Enfin, des programmes de nutrition et de santé concernaient, notamment, la distribution de lait et de médicaments, la fourniture de soins obstétriques, la construction de centres de soins hospitaliers primaires, l'immunisation et l'élimination de diverses maladies. A l'occasion des sessions futures, l'Argentine serait prête à contribuer aux travaux de la Commission en partageant avec d'autres pays l'expérience acquise au cours de l'exécution de cette nouvelle politique sociale.

86. La représentante de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a noté qu'en tant que forum intergouvernemental sur l'atténuation de la pauvreté, la Commission permanente pouvait être un mécanisme permettant aux gouvernements d'échanger des renseignements sur les meilleurs moyens de s'attaquer à la pauvreté aux niveaux national et international. L'élaboration et l'exécution de politiques et de programmes

de lutte contre la pauvreté relevaient certes de la responsabilité des gouvernements, mais la FAO se féliciterait néanmoins de pouvoir aider les pays dans leurs efforts. Dans la déclaration qu'il avait faite au Conseil économique et social en 1992, le Directeur général de la FAO avait souligné un certain nombre de points relatifs à l'atténuation de la pauvreté, dont la nécessité d'effectuer des travaux de recherche sur des cultures accessibles aux pauvres, l'accroissement des ressources financières nécessaires pour lutter contre la pauvreté, et le recul des prix des produits de base sur les marchés internationaux.

87. Le mandat de la Commission permanente était extrêmement vaste et ne pouvait être mené à bien par un seul et unique organisme des Nations Unies ou institution spécialisée. Il faudrait donc coordonner les travaux de la Commission permanente avec ceux d'autres commissions et groupes de travail dans un souci de complémentarité et pour éviter les doubles emplois.

88. La représentante a attiré l'attention sur les travaux effectués par la FAO en matière d'atténuation de la pauvreté, en particulier à la suite de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (1979), et de la Conférence FAO/Pays-Bas sur l'agriculture et l'environnement (1991), dont les principales recommandations avaient été reprises dans le programme Action 21 de la CNUCED. D'autres activités majeures de la FAO concernant l'atténuation de la pauvreté avaient trait à la nutrition et à la sécurité alimentaire. A cet égard, elle a évoqué la Conférence internationale sur la nutrition, organisée conjointement par la FAO et l'OMS en décembre 1992. La pauvreté étant à l'origine de la faim et de la malnutrition, la Déclaration mondiale et le Plan d'action sur la nutrition adoptés par la Conférence pouvaient être ajoutés à la liste des principaux accords intergouvernementaux - paragraphe 40 du document TD/B/CN.2/2 - ayant un rapport avec l'atténuation de la pauvreté. La FAO était disposée à aider la Commission permanente dans les limites de son mandat et de ses ressources.

89. Le représentant de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a dit qu'en 1944 déjà, la Déclaration de Philadelphie considérait la pauvreté comme un danger pour la prospérité; 50 ans plus tard, la Déclaration de Carthagène avait énoncé la même conclusion, mais la pauvreté continuait d'augmenter dans de nombreuses régions du monde.

page 10

90. En matière de stratégie de lutte contre la pauvreté, le souci de l'OIT avait principalement été, dans les premières années, d'identifier les pauvres et d'en déterminer les caractéristiques. Dans les années 70, l'attention s'était portée sur les facteurs déterminants de la pauvreté et sur les mesures permettant d'y remédier. A cet égard, le représentant a mentionné des facteurs structurels tels que la répartition de la richesse et des actifs, le patrimoine des ménages et les chocs extérieurs, y compris les programmes d'ajustement.

91. Dans ses travaux futurs, l'OIT s'efforcerait d'aider les pays à élaborer des stratégies de lutte contre la pauvreté. Son approche en matière d'allégement et de réduction de la pauvreté comprenait trois éléments fondamentaux : premièrement, un taux durable de croissance à forte intensité d'emplois, ce qui signifiait pour la plupart des pays en développement un taux minimal de 6 %; deuxièmement, l'adoption progressive de principes d'économie de marché concernant le marché du travail, avec le perfectionnement des compétences et un accès accru des pauvres aux actifs; troisièmement, la mise en place de filets de protection, y compris des fonds sociaux pour les groupes les plus pauvres de la population.

92. Le succès d'une telle stratégie exigeait que les gouvernements intègrent totalement la lutte contre la pauvreté dans leur stratégie de développement national, qu'ils encouragent un dialogue national et qu'ils élargissent la participation populaire, tout en mettant en place des mécanismes novateurs et peu coûteux permettant de toucher effectivement les pauvres.

93. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dit que les indicateurs de santé et les indicateurs socio-économiques s'étaient détériorés dans de nombreuses régions en développement, en particulier dans le cas des groupes défavorisés - femmes, enfants, chômeurs, populations migrantes et peuples autochtones. A cet égard, les objectifs généraux de l'OMS étaient d'élaborer des politiques et des stratégies d'appui aux services de santé et d'identifier les groupes vulnérables pour leur assurer des soins de santé équitables et économiques.

94. Face à la crise de la pauvreté, l'OMS avait adopté une double approche dont l'objectif était de réduire les inégalités entre les pays et les populations. Au niveau des pays, l'OMS s'efforçait de promouvoir le développement des services de santé, tandis qu'au niveau international, elle recherchait un partenariat avec d'autres organisations internationales afin

d'améliorer l'utilisation des apports d'aide internationale. Il importait que le secteur de la santé fût pleinement intégré au développement socio-économique et à la lutte contre la pauvreté.

95. La représentante de la Banque mondiale a dit que la mission fondamentale de la BIRD était de réduire la pauvreté, objectif qui constituait le coeur de son programme d'assistance. Le Rapport sur le développement dans le monde 1990, consacré à un examen des progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté, avait établi que plus d'un milliard d'individus continuaient de vivre dans la pauvreté. La Banque mondiale avait élaboré une double stratégie face aux questions relatives à la pauvreté, et elle avait réalisé un certain nombre d'activités pour traduire cette stratégie en orientations et mesures opérationnelles et pour en appuyer l'exécution.

96. Les activités de prêt de la Banque mondiale illustraient les progrès réalisés dans l'exécution de la stratégie. La représentante a fourni des renseignements sur les prêts-projets et les prêts-programmes consacrés à l'atténuation et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement et dans les pays en transition. Elle a également informé la Commission des travaux d'analyse et de recherche effectués par la Banque mondiale sur des questions relatives à la pauvreté.

97. La Banque mondiale suivrait avec un grand intérêt les travaux de la Commission permanente et l'élaboration de son programme de travail, et elle partagerait volontiers avec celle-ci le résultat de ses travaux actuels et futurs sur la pauvreté. Compte tenu de la large attention accordée aux questions de pauvreté dans de nombreuses organisations internationales, la Banque mondiale suggérait que la Commission permanente, entre autres activités, étudie de façon plus approfondie trois thèmes relatifs à la pauvreté, à propos desquels la CNUCED possédait probablement un très net avantage comparatif. Il s'agissait des liens entre commerce et pauvreté, des implications pour l'environnement des politiques commerciales dans le cas des pays les plus pauvres, et de l'évolution comparée de la croissance et de la réduction de la pauvreté.
